

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1871 - 21 avril 1994 - 4F

D 1871 AMÉRIQUE LATINE : 1er CONGRÈS D'ORGANISATIONS RURALES POPULAIRES

Deux phénomènes caractérisent la société latino-américaine. C'est, d'une part, celui de l'exclusion sociale dont les populations rurales pauvres sont les premières victimes (cf. DIAL D 1805). Et, d'autre part, au niveau de la réflexion politique, celui de la priorité à accorder aux droits économiques, sociaux et culturels sur les droits civiques (cf. DIAL D 1817). Une prise de conscience collective s'affirme en ce sens au plan latino-américain. C'était le cas des organisations ouvrières en fin 1992 (cf. DIAL D 1742). C'est aujourd'hui le cas d'organisations de paysans.

Du 21 au 25 février 1994 se tenait à Lima, Pérou, le 1er Congrès latino-américain d'organisations de la campagne (CLOC). 238 délégués représentaient 84 organisations rurales, en provenance de 18 pays d'Amérique latine et 3 d'Europe. Le mouvement s'inscrit dans la continuité de la campagne "500 ans de résistance indienne, noire et populaire" (cf. DIAL D 1637). Les travaux du congrès ont porté en particulier sur la réforme agraire, les nationalités et la diversité ethnique, sur la modernisation de l'agriculture, l'environnement, la feuille de coca, les droits de l'homme, les organisations paysannes, l'éducation et la santé, la femme et l'enfance, et l'information. La déclaration finale est donnée ci-dessous. Texte de **ALAI** du 10 mars 1994.

Note DIAL

DÉCLARATION FINALE DU 1er CONGRÈS LATINO-AMÉRICAIN DES ORGANISATIONS DE LA CAMPAGNE

*De par les chemins d'Amérique, il y a bien des douleurs et des pleurs
bien des nuages, du mystère et de la beauté.
Il y a des croix au bord du chemin
des pierres maculées de sang
comme pour indiquer où est la liberté.*

"METTRE FIN AUX TERRES ENTRE PEU DE MAINS ET AUX NOMBREUSES MAINS SANS TERRE"

L'Amérique latine vit sous la domination politique et économique de l'impérialisme nord-américain. Dans le cadre de la restructuration du marché mondial et de la mise en place de démocraties formelles et sous tutelle en Amérique latine, des politiques d'ajustement ont été appliquées et les économies nationales ont été privatisées et livrées au capital international.

Les politiques néolibérales en matière agricole latino-américaine se sont traduites par des reculs caractérisés sur les réformes agraires, et par des législations antipaysannes dont l'objectif est de lancer sur le marché des millions d'hectares de terres et de favoriser leur concentration. Elles ont également provoqué une croissance

alarmante de la pauvreté, des migrations de population en direction des villes et la destruction des économies paysannes.

Face à cette situation, la résistance paysanne et indienne s'est manifestée par la mobilisation, par les occupations de terres, par le développement d'alternatives autogestionnaires pour relever le défi de la production, des services et du marché.

C'est dans cette perspective que s'est inscrite la campagne des Cinq cents ans de résistance indienne, noire et populaire, lancée en 1989 et qui a suscité une mobilisation au plan continental. L'un des fruits en a été l'attribution du Prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchú et la décision de l'ONU sur la Décennie des populations autochtones.

Sous le signe de l'unité dans la diversité, un nombre significatif d'organisations rurales d'Amérique latine et des Caraïbes ont organisé le 1er Congrès latino-américain des organisations de la campagne (CLOC). Il s'est tenu du 21 au 25 février 1994 à Lima, Pérou, en vue d'un échange d'expériences entre nos diverses organisations et d'une recherche de coordination et d'actions conjointes. Aujourd'hui notre congrès s'est terminé sur un succès. Nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés, avec la participation de 238 délégués représentant 84 organisations professionnelles et provenant de 18 pays d'Amérique latine et de 3 d'Europe.

Grâce à la participation et aux apports de tous ces délégués nous sommes parvenus à des conclusions porteuses d'espoir. Sur le plan agraire, nous avons rappelé que le droit des paysans à la terre et des Indiens à leurs territoires est un droit imprescriptible et irrévocable car il fait partie des droits de l'homme. Nous avons résolu qu'une véritable réforme agraire suppose des changements profonds dans les structures sociales et productives, une réorientation de la législation antipaysanne dans le sens d'une garantie des formes de propriété sociale et d'une maîtrise directe de la terre. En quelques mots: mettre fin aux terres entre peu de mains, et aux nombreuses mains sans terre.

Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est essentiel de favoriser l'accès au crédit pour les petits et moyens producteurs, l'assistance technique et la recherche, la garantie de marchés et de prix justes, la sécurité sociale agricole et les services de base. Qu'il importe aussi de développer des formes alternatives de développement auto-centré et d'intégration économique, à partir de nos organisations, tant au plan local et national qu'à celui de l'Amérique latine. Et qu'il faut travailler à une agriculture viable garantissant l'amélioration de la qualité de vie de la population, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la préservation de nos ressources génétiques¹.

Nous poursuivrons résolument notre combat pour le respect de l'identité culturelle, de l'autodétermination et des territoires des peuples indiens. Nous continuerons de rechercher l'unité entre les Indiens et les paysans. Nous nous battons pour l'approbation par l'ONU du projet de déclaration universelle des droits des populations autochtones.

Le combat des femmes paysannes est le combat de tous. Ce n'est pas seulement un problème des femmes mais le problème de tous les exploités, de toute la société. Nous travaillerons pour une mystique latino-américaine libre de toute discrimination et de toute violence à l'encontre de la femme, en facilitant et soutenant sa participation active, dans l'égalité de ses droits par rapport à l'homme, aux différentes instances de décision. Nous devons tendre à ce que l'enfance et la jeunesse bénéficient d'une attention spéciale. En tant qu'organisations rurales nous lutterons pour leur garantir l'alimentation, l'éducation, la santé, les loisirs et la sécurité. Qu'il n'y ait plus ni enfants exploités ni jeunes sans emploi.

¹ Ce dernier point fait allusion au problème de la propriété industrielle sur les plantes médicinales. Cf. DIAL D 1812 (NdT).

Nous voulons une éducation qui réponde aux problèmes et aux besoins de changement et de développement intégral du rural, et qui renforce les valeurs culturelles des communautés paysannes et des peuples indiens. Nos organisations paysannes prendront en charge la santé dans les milieux ruraux, en menant pour cela des campagnes de prévention, d'information, de formation, en organisant des programmes et en revalorisant la médecine traditionnelle.

Il faut réadapter nos modes d'organisation et de lutte, compte tenu des changements politiques et économiques imposés par le néolibéralisme. Il faut renforcer l'autonomie des organisations paysannes face à l'État, aux ONG, aux Églises et aux partis politiques.

Nous dénonçons la répression et la chasse aux militants et dirigeants paysans qui, dans certains cas, sont jetés en prison sous prétexte de lutte contre la subversion et le trafic de stupéfiants. Nous exigeons que soient tirés au clair les opérations de répression et les massacres de paysans, d'Indiens et autres milieux populaires, et que les coupables soient châtiés, comme dans le cas des neuf étudiants et d'un professeur de l'université de la Cantuta enlevés et tués par des militaires au Pérou. Nous exigeons la remise en liberté des militants paysans et indiens ainsi que des prisonniers politiques dans tout le continent.

Nous réclamons également la dépénalisation de la culture et de la commercialisation de la feuille de coca, étant donné qu'elle fait partie de la culture et de l'économie de divers peuples indiens de Bolivie et du Pérou. Nous revalorisons la feuille de coca en tant qu'élément culturel ancestral de nos peuples originaires.

Compte tenu des différents aspects traités au cours du 1er Congrès latino-américain des organisations de la campagne, nous lançons un appel à l'unité de nos forces et de nos expériences accumulées, à l'adaptation de nos formes de lutte, au renouvellement de nos propositions organisationnelles et programmatiques en raison des temps nouveaux.

Nous devons faire prendre conscience que la question agraire et indienne en Amérique latine est un problème qui relève de la société dans son ensemble et que, comme tel, nous devons l'aborder en fonction d'une stratégie de pouvoir alternatif et populaire. En ce sens, nous appelons toutes les organisations sociales, les chercheurs, les médias et les Églises à apporter leur appui aux efforts menés dans le sens d'une union durable entre paysans et Indiens du continent.

Nous exprimons notre solidarité active et militante avec la Révolution cubaine, exemple de résistance à l'impérialisme et de lutte cohérente contre lui. Nous demandons la levée du blocus nord-américain contre ce pays et la cessation immédiate de tout acte d'hostilité mettant en cause sa stabilité et son développement. Notre solidarité va aussi aux peuples d'Haïti, du Panama et du Chiapas qui font aujourd'hui l'objet de violations de leurs droits et qui nous indiquent quelques-unes des perspectives dans lesquelles nous situer pour mieux faire face aux problèmes qui affectent les populations et les zones rurales.

Debout Amérique ! terre de nos racines, continent de l'espoir, pays de Martí, pays de Zapata, pays de Mariátegui, pays de Sandino, pays de Bolívar, de tant et tant de héros et héroïnes auxquels nous rendons hommage ici et aujourd'hui.

Lima, le 25 février 1994

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441